La zone frontalière entre la Biélorussie et la Pologne est devenue le théâtre d'une crise humanitaire. Face aux violations de droit multiples de la part des autorités polonaises et bélarusses, et au silence indifférent des institutions européennes, des réseaux de militants et de locaux apportent une aide de base à ces personnes en détresse.

Par Agata Majos, à Hajnówka – Depuis quelques jours, je fais partie du réseau militant *Grupa Granica*. Notre travail, c'est de soulager la souffrance des personnes qui se cachent dans la forêt polonaise. Si trouvés par des garde-frontières ou par la police, le risque est grand qu'ils soient de nouveau repoussés en Biélorussie. Cauchemar sans fin qui, pour certains, finira par la mort.

Le 2 septembre, la Pologne a introduit l'état d'urgence sur une bande qui jouxte la frontière. Seuls les habitants de cette zone peuvent y accéder. La présence des militants et des médias est interdite. Nous opérons pourtant dans les forêts qui se trouvent de notre côté.

Mon premier jour au QG des militants, près de la ville de Hajnówka. Je vais à ma première intervention. Un groupe de six personnes, cinq Syriens et un Irakien. C'est leur dixième séjour sur le sol polonais. Les gardes-frontières polonais les ont repoussés déjà neuf fois. Ça fait un mois qu'ils essayent de traverser cette forêt.

Au début, lorsqu'on les approche, ils ont peur de nous. On siffle. C'est pour les rassurer, comme ça ils savent qu'on n'est pas des gardes-frontières. Qu'on a des bonnes intentions.

Ils dévorent la nourriture qu'on apporte. Pour certains, ça fait des jours qu'ils n'ont pas mangé. On leur donne de l'eau, du pain, de la nourriture en boite (thon ou pâté), du chocolat, des barres énergétiques, de la soupe chaude. La soupe ne devrait pas être trop épicée – ils sont nombreux à avoir des problèmes gastriques. C'est parce qu'ils mangent très peu et ils boivent de l'eau boueuse des flaques, des marais et des ruisseaux.

On apporte aussi des couvertures d'urgence. Des chaussures et des chaussettes – les pieds sont souvent dans le pire état. Des batteries externes, absolument essentielles, car avec un portable chargé ils peuvent se localiser sur une carte, écrire un mot à leurs familles. Un portable chargé peut sauver la vie dans ces conditions infernales.

> Les signes de leur séjour en Biélorussie, on les voit partout sur leurs corps.

On se met autour du feu, on sort un paquet de cigarettes. Un moment rare de détente, comme si on était à une soirée entre amis. Un des réfugiés, Omar*, nous montre les photos de sa femme et deux enfants, âgé de deux et cinq ans. On demande s'ils sont toujours en Syrie. Il répond que non, qu'ils

sont en Biélorussie à la frontière. J'essaie de ne pas imaginer dans ma tête ce qu'ils se passe avec eux.

Les réfugiés que l'on rencontre racontent que ce qui se passe du cote bélarusse de la frontière, c'est le pire. Les signes de leur séjour en Biélorussie, on les voit partout sur leurs corps. Des blessures causées par le fil barbelé, des ecchymoses par les coups de garde-frontières. Certains ont des blessures causées par les morsures des chiens policiers.

Omar me montre une photo de lui en Syrie, puis se pointe du doigt. Sur la photo, il est bien habillé, soigné, il est dans un restaurant avec un ami. Ici, maintenant, il est dans des vêtements sales, la barbe qui n'a pas été rasée depuis des semaines. C'est comme s'il voulait dire : regarde ce que je suis devenu. Il me montre sa main, un morceau de son doigt manque. Effet de son passage de la frontière.

Dans un sac à dos qu'on a apporté, on trouve un paquet de *Toffifee*. Ils l'ouvrent et nous en proposent. Au début on refuse, on dit qu'ils en ont plus besoin que nous. Mais ils ont besoin de partager. Je prends mon *Toffifee* et je le cache dans ma poche. Je n'arrive pas à le manger, le ventre serré.

Il est temps de partir. « *Quand je m'installe à Berlin, je vous inviterai tous* », dit Omar.
« *Ça marche !* », on répond en riant, tout en sachant qu'il y a peu de chance que ça arrive vraiment.

Une habitation proche de Narewka, à la lisière de la zone d'exclusion. *Photo : Hélène Bienvenu / CdEC.*

On rentre au QG des militants pour se reposer un peu quand soudain l'information nous tombe dessus : six enfants sont à l'hôpital de Hajnówka avec leur mère hospitalisée. On ne sait pas encore ce qui va leur arriver. Il faut leur préparer des vêtements chauds, au cas où ils seraient repoussés de nouveau. Ça peut paraitre fou, mais rien ne nous étonne plus dans cet enfer.

On apprend que le plus petit a trois ans et que le plus grand fait 150 cm. Je fouille dans les cartons dans notre dépôt. Je cherche des bonnets, chaussures, manteaux les plus chauds possible. Je me demande ce qui a bien pu se passer avec l'humanité pour que l'on soit là, à chercher des vêtements chauds pour des tout petits enfants, qui vont peut-être devoir passer des jours, ou des semaines, dans une forêt froide et humide. Je n'arrive pas à comprendre.

Ce sont des questions que les militants se posent tous les jours. Avant de venir sur place, avec mes trois amis avocats, on a appelé une avocate en droit d'asile qui nous a expliqué la procédure. Pourtant, on sait très bien qu'on entre dans une zone ou la loi n'existe plus. Ou ces procédures-là, prescrites par la loi nationale et internationale, ne sont plus applicables. Quelques chanceux vont pouvoir déposer une demande d'asile – généralement quand il y a des médias, des enfants, les cas « médiatiques ». Pour le reste, c'est le refoulement en Biélorussie. Rappel : les médias n'ont pas

accès la zone sous état d'urgence.

NDLR : Pour soutenir les activités de *Grupa Granica*, vous pouvez faire un don !

Un militant tente de s'interposer à un refoulement illégal. Photo : Hélène Bienvenu / CdEC.

Comme chaque semaine, Wanda et Robert, deux habitants d'un village qui se trouve dans la zone interdite, viennent à notre base. On leur donne des vêtements et des chaussures. Ils racontent que parfois, dans les villages au plus près de la frontière, on entend des voix venant des champs du maïs qui appellent « *au secours !* ». Certains habitants reviennent avec de l'aide. D'autres appellent les autorités.

Depuis quelques jours, certains habitants de la région allument un feu vert devant leurs maisons. C'est un signe pour des réfugié-e-s que c'est une maison ou ils peuvent venir se réchauffer, manger quelque chose, charger leur portable, se reposer un peu avant de reprendre la route. L'initiative est de Kamil Syller, habitant du village Werstok.

Certains habitants de la zone font eux-mêmes des interventions dans des forêts. Ils sont très engagés mais leurs possibilités sont limitées. Comme la zone est fermée aux personnes de l'extérieur, on ne peut pas y aller les soulager. Ils se retrouvent seuls face à une souffrance difficile à imaginer.

– « *Ce qui serait utile, c'est une formation médicale*, dit Robert, *Pour savoir comment reconnaître les symptômes d'hypothermie. Comment savoir que la personne est dans un état critique et qu'il faut appeler les secours ?* »

Mais appeler une ambulance signifie aussi que les garde-frontières sont avertis (l'ambulance est obligée de le faire). En conséquence, c'est un « push-back » quasiment garanti.

Notre groupe militant collabore étroitement avec l'ambulance des Médecins à la Frontière (Medycy na granicy), une initiative des médecins et ambulanciers qui fournissent de l'aide médicale aux réfugié-e-s. Ils le font d'une manière bénévole. Depuis des semaines, ils font appel aux autorités pour les laisser entrer dans la zone de l'état d'urgence. Sans résultat.

Ce jour-là, les Médecins à la Frontière nous informent qu'ils soignent un groupe de trois personnes – deux Irakiens et un Turc. Les gardes-frontières ont remarqué l'ambulance et sont déjà sur place. Il faut y aller pour recueillir des procurations des réfugié-e-s. C'est leur seule chance pour commencer la procédure d'asile. On y va.

Les trois hommes sont déshydratés, affamés, avec des symptômes d'hypothermie. Ils ont bu de l'eau contaminée d'un ruisseau, ils ont des symptômes d'intoxication alimentaire. Un homme, Hamza, est dans un état grave. On va à l'hôpital dans la ville de Hajnówka. En route, on passe à côté d'une autre ambulance. On voit une personne à terre, recouverte d'une couverture de survie. On se demande si

elle est toujours vivante.

> Hamza prend mon portable. Avec mon outil de traduction, il dit qu'il ne peut pas rentrer en Biélorussie, il raconte qu'ils les ont battus et maltraités. Il a peur de mourir de froid dans la forêt.

Je verrai cette personne plus tard à l'hôpital. C'est un jeune homme, il a survécu. Quand je le vois aux urgences, le médecin me demande de lui dire, avec l'application de traduction de mon téléphone, qu'il va aller prendre une douche. Il tremble énormément, je n'ai jamais vu une personne trembler autant. Je mets la langue kurde et je parle à mon portable. Il ne m'entend pas mais je vois qu'il essaye de me dire quelque chose. Je me rapproche pour l'entendre, sa voix est très faible. « No Belarus, no Belarus », il dit. Partout sur son corps, des blessures et des traces de coups.

Après deux ou trois heures, les trois réfugiés avec qui je suis venue se sentent beaucoup mieux. Je recueille des procurations. Je leur dis pourquoi la demande d'asile est leur seule possibilité dans cette situation. J'essaie de leur expliquer que le fait de faire la demande ne garantit pas qu'ils ne vont pas être de nouveau repoussés en Biélorussie. Hamza prend mon portable. Avec mon outil de traduction, il dit qu'il ne peut pas rentrer en Biélorussie, il raconte qu'ils les ont battus et maltraités. Il a peur de mourir de froid dans la forêt. Je ne sais pas quoi lui répondre, comment le réconforter. Je sais très bien, on l'entend tous les jours, que la loi ne fonctionne pas. Mais je ne peux rien lui garantir.

On a un moment libre. Un militant, Olek, me raconte que quand il était petit, il passait l'été dans ces forêts, ou ses parents ont une maison de vacances. Il raconte comment il ramassait des champignons et faisait du vélo. Moi je lui raconte que l'année dernière je suis venue dans un des villages d'à côté pour écouter le brame du cerf. On se dit qu'on ne pourra plus jamais venir ici comme touristes. Qu'on ne pourra jamais se promener dans ces forêts sans penser à toutes ces personnes qu'on a rencontré parmi les arbres, dont on ne connaitra jamais le sort.

Comme celui d'Omar et de son groupe. Ou celui de Hamza ses deux amis Irakiens. Je contacte les garde-frontières pour apprendre où ils les ont pris – étant leur conseillère, j'ai le droit d'avoir accès à cette information. Pourtant, on m'informe que personne ne sait où ils sont, personne ne les a jamais vus.

Tout comme les six enfants de l'hôpital de Hajnówka. Plusieurs institutions, dont l'adjoint au

Défenseur des droits, ont essayé d'intervenir en leur faveur.

Mon *Toffifee*, je le tiens encore dans ma poche. Je n'arrive toujours pas à le manger.

* *Les noms des militants et des réfugié-e-s ont été changés*